

Sécurité industrielle

4 février 2022

**Déploiement réglementation post incendie de
Rouen**

**FRANCE
CHIMIE**

Post incendie de Rouen

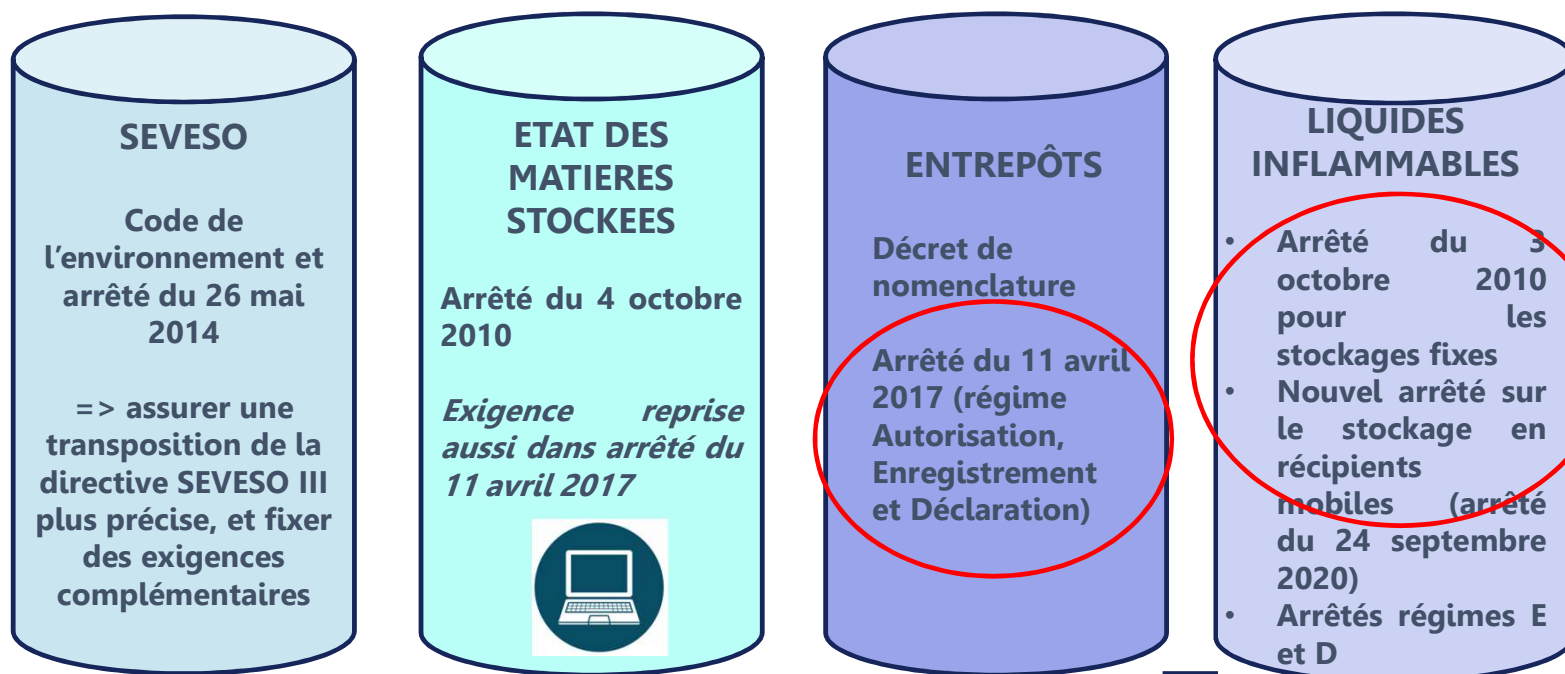
Volet réglementaire- Rappel

4 piliers (neuf textes)

Entrée en vigueur
depuis le 1^{er}
janvier 2021
(*plupart des
mesures entre
2023 et 2026*)

En complément : 2
guides techniques
DGPR (plus de 300
pages...)

GT industriel animé par
France Chimie pour
commenter tous les
textes réglementaires et
les guides techniques
DGPR



Extension du scope réglementaire => de nouvelles installations industrielles concernées

Post incendie de Rouen

Accompagnement France Chimie

Huit circulaires techniques disponibles

Circulaires techniques :

- ✓ Fiche 0 – Présentation générale : circulaire **T650 (fin 2020)**
- ✓ Fiche 1 – SEVESO circulaire **T651 (fin 2020)**
- ✓ Fiche 2 - Entrepôts **T654 révisée en décembre 2021**
- ✓ Fiche 3 - Récipients mobiles **T655 révisée en décembre 2021**
- ✓ Fiche 4 - Réservoirs aériens fixes **T656 révisée en décembre 2021**



GT industriels et France Chimie régionales

Fiches complémentaires fin 2021 : T661 : état des stocks , **T662** : POI remise en état/nettoyage

Webinaires 12 et 17 mars : près de 200 participants, 150 questions => fiche **FAQ T657**

Page France Chimie avec accès à tous les documents de référence :

<https://www.francechimie.fr/nouvelle-reglementation-sevesoentrepotsliquides-inflammables>

Post incendie de Rouen

Autres sujets techniques suivis par France Chimie

- **Rapport des assureurs à la suite d'une visite** : Echange avec FFA (Fédération Française des Assurances) pour encadrer ce sujet et définir un format de rapport en deux volets (un volet sur l'analyse de risques diffusable et un volet à usage privé).
- **GT « Alerte des populations et gestion de crise »** : GT lancé par ICSI (Institut pour une culture sécurité industrielle) et AMARIS (association des maires avec Seveso).
- **Bureau enquête *accident (BEA)** : ([arrêté du 9 décembre 2020](#)) BEA placé auprès du Conseil Général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).
scope : ICPE, TMD, Canalisations, ESP ...
- **SQAS** : Déclinaison de la certification SQAS (CEFIC) pour les prestations de logistique : GT conjoint (département technique et économique).

Post incendie de Rouen

Autres sujets

- **Refonte avis novembre 2017** prélèvements/ analyses odeurs-toxicité pour intégrer volet fumées incendie. Travaux avec BRIEC à partir de mars 2022.
- **Guide fumées incendie profession** : envoi du projet au BRIEC d'ici fin février (voir présentation qui suit)
- **Protocole incendie contenant fusibles (travaux MEDEF)**

II-Action collective

Post incendie de Rouen

Action Collective / financement

Les objectifs :

Sensibiliser et former les entreprises (au-delà de France Chimie) aux changements de pratiques à opérer en matière de stockage

- 
- **France Chimie a obtenu un cofinancement de la DGPR** (via GICPER). pour mener une action collective nommée «Plan Logistique Industrie Sécurité » (PLIS).
 - **France Chimie Normandie, en partenariat avec la filière logistique régionale et les services de la DREAL, a obtenu le soutien financier de l'Etat** pour accompagner les sites industriels et logistiques.

Deux actions complémentaires

Post incendie de Rouen

Action Collective : les « livrables »

Réunion de lancement de l'action collective
avec la DGPR le 27 janvier

- 1. Animer et coordonner le réseau en région pour la mise en œuvre du plan sur l'ensemble du territoire**
- 2. Capitaliser et valoriser les actions du national et des autres régions**
 - Mettre à disposition les outils pédagogiques sur une page internet dédiée
 - Sensibiliser l'ensemble des fédérations concernées,
- 3. Capitaliser sur le retour d 'expérience Normand au bénéfice des autres régions**

Point fort : logiciel 1510 d'auto diagnostic

Post incendie de Rouen

Action Collective : les « livrables »

4. Créer une **plateforme interactive** avec des vidéos d'auto-formation (tutoriels animés)

Ossature générale de plateforme (version projet) :

<https://prezi.com/view/FuAS2bJ0Cr6qanmoerdq/>

Tutoriels finalisés : 1510 (concepts et exercices). En cours LI (concepts et exercices)

5. Accompagner les régions à mettre en place en local les plans d 'actions et les moyens

- S'assurer que chaque région possède des relais formés pour démultiplier les actions
- Disposer de ressources avec les bureaux d'étude.

Environnement

FRANCE
CHIMIE

Arrêté du 2 février 98

Révision

Contexte

- › Révision des deux arrêtés (risques accidentels + risques chroniques) en parallèle : arrêté du 4 octobre 2010

Objectifs

- › Rationaliser certaines prescriptions applicables : arrêtés ministériels sectoriels + arrêtés préfectoraux
- › Fixer un socle minimal de prescriptions : émissions dans l'air et dans l'eau
- › Intégrer d'autres dispositions : IED, autosurveillance et eaux souterraines

Réponses des parties prenantes à la consultation

- › Nombreux commentaires
- › Question essentielle du périmètre et calendrier d'application

IED

Rappel des étapes de la révision d'un BREF

- Activation of the TWG
- Call for initial positions
- Kick-off meeting
- Questionnaire(s) development
- Submission of information
- Drawing up of the first formal draft of the BREF
- TWG comments on the first draft
- Drawing up of a second formal draft (optional)
- TWG comments on the second draft (optional)
- Final TWG meeting to conclude on BAT and BAT-AEPLs for the sector
- Drawing up of the Final Draft of the BREF
- Presentation of the BREF at an IED Article 13 Forum meeting
- BAT conclusions voted at an IED Article 75 Committee meeting
- Publication of the BAT conclusions in the Official Journal of the EU
- Publication of the BREF on the EIPPCB website



IED ***BREF LVIC***

- ↳ Appel à candidature France Chimie
- ↳ Constitution du groupe miroir français : industriels + administration
- ↳ 1^{ère} réunion début 2022 ?

› **C'est parti !**

- Appel à candidature JRC
- Constitution du TWG : décembre 2022
- *Call for wishes*
 - Périmètre du BREF : secteurs et sous-secteurs visés
 - Polluants à considérer : KEI
 - Techniques voire MTD
 - Façon d'exprimer les NEAMTD
 - Structure et contenu du BREF
- Réunion de démarrage

IED **BREF WGC**

↳ Récolement aux (autres) BREF

› Dernière étape avant la réunion du Forum

- Commentaires portant sur l'analyse des SV par le JRC : début décembre
 - Pas de modification des conclusions de la réunion finale
- Forum – IED article 13 : 1^{er} trimestre 2022
 - Avis
 - Publication du *final draft*
 - ↳ Récolement au WGC
- Comité – IED article 75
 - Publication du BREF : 2^{ème} semestre 2022
 - ↳ Réexamen

Merci de vous
référer à la
circulaire
technique

T658

BREF WGC

Arrêté du 2 février 98

- › **Calendrier de révision des AP pour les sites OFC SIC et POL : mention dans l'AM,**
vecteur réglementaire le plus proche dans les échéances notamment politique

Dernières étapes du processus de Séville

- › Analyse des SV par le JRC : publication du document (fin 2021)
 - Pas de modification des conclusions de la réunion finale
 - Possibilité de faire valoir cette analyse pour les demandes de dérogation, même en cas de refus de la SV si elle se base sur des données
- › Réunion du Forum (1^{er} semestre ?) : avis
- › Réunion du Comité (2^{ème} semestre ?) : vote
- › Traduction
- › Publication

Arrêté de transcription du BREF (2023)

Économie Circulaire

› Conseil Nationale de l'Economie Circulaire

Origines

- Conseil National des Déchets
- Feuille de Route Economie Circulaire

7 collèges dont celui des entreprises :
secteurs, déchets, fédérations → MEDEF

Séance d'installation : 15 novembre

Mandat

- Suivi de la mise en œuvre des orientations
- Suivi des travaux des CSF
- Important rôle consultatif

Calendrier

- Constitution des groupes et premiers échanges
- Prochaine séance plénière mi-février :
premières conclusions des travaux des groupes

Comités

- Bilan de la FREC, des lois AGEC et « climat et résilience » et du CND
- Commande publique et privée / achat responsable
- Empreinte numérique
- Stratégie « 3R »
- Outils de l'économie circulaire
- Financement de l'innovation
- Rôle des consommateurs
- Evaluation des politiques

Économie Circulaire

SSD

- › Recyclage chimique des plastiques

Travail en partenariat avec Plastics Europe

Identification de deux grandes catégories de SSD

- Dépolymérisation : SSD implicite → travail en local

- Pyrolyse : SSD explicite → demande Cerfa → AM critères fin 2022 ou 2023

Sous-produit

- › Importantes difficultés

Globalement

- › Nombreuses incohérences / autres réglementations

- › Notions, définitions et outils réglementaires de moins en moins adaptés

- › Quid du souhait affiché de développer l'économie circulaire ?!

- › Discussions avec la DGPR

Loi Climat et Résilience

Philippe Prudhon

4 février 2022

FRANCE
CHIMIE



Loi du 22 août 2021 - volet pénal -

Titre VII : renforcer la protection judiciaire de l'environnement

› Instauration d'un délit de mise en danger de l'environnement

Les faits qui exposent directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable :

1. en violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité [...], d'**émettre dans l'air**, [...] **dans les eaux**, directement ou indirectement [...]
2. d'**abandonner** [...] **des déchets** [...] sans satisfaire aux prescriptions [...]

› Instauration d'un délit d'écocide

Constituent un écocide :

1. l'infraction (1) lorsque les faits sont commis de manière **intentionnelle**
2. les infractions (2) commises de façon **intentionnelle**, lorsqu'elles entraînent des atteintes graves et durables à la santé, à la flore, à la faune ou à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau

› Aggravation des sanctions

› Instauration de la notion de récidive



Loi du 22 août 2021 - volet pénal -

Titre VII : renforcer la protection judiciaire de l'environnement

› **Tableau des peines avec références législatives**

- Inscription des ajouts issus de la loi

↳ Élaboration d'un document France Chimie : Circulaire technique **T 663**
Volet pénal de la loi « climat et résilience »

- À mettre en ligne à destination de ses adhérents pour information

↳ Organisation d'une veille

- Afin de savoir si les adhérents sont confrontés à ces nouvelles infractions / sanctions
- Afin de connaître / déchiffrer la jurisprudence



Présentation du 4 février 2022

Santé et Sécurité au Travail
Sarah GIAMI

FRANCE
CHIMIE

Décret poussières

Décret n° 2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique, publié au JO le 24 décembre 2021

- Nouvelles « valeurs seuils » des poussières sans effet spécifiques applicables aux locaux à pollution spécifique
 - ❑ Modification du code du Travail
 - ❑ Aération et l'assainissement des locaux de travail : PSES
 - ❑ R. 4222-10 : nouvelles valeurs applicables en deux temps
 - ❑ R. 4222-13 : des mesures organisationnelles doivent être prises en cas de dépassement
 - ❑ *Risque chimique : silice cristalline et d'autres poussières alvéolaires non silicogènes*
 - ❑ R. 4412-154
 - ❑ R. 4412-155
 - ❑ Valeurs seuils = Concentrations moyennes des poussières dites sans effets spécifiques (PSES)
 - ❑ Le contrôle des poussières visées se base sur **l'Arrêté du 9 octobre 1987** relatif au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail, et plus précisément, sur ses annexes V. A et V. B.
 - ❑ A ne pas confondre avec les VLEP **décrites dans le Décret n° 2009-1570 du 15 décembre 2009**

Décret poussières

Décret n° 2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique, publié au JO le 24 décembre 2021

➤ Deux séries de valeurs applicables en deux temps

❑ Réglementation relative à l'aération et l'assainissement des locaux de travail

✓ A partir du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 30 juin 2023 :

- **7 mg/m³** pour les poussières totales
- **3,5 mg/m³** pour les poussières alvéolaires

✓ A partir du 1^{er} juillet 2023, *sous réserve* :

- 4 mg/m³ pour les poussières totales
- 0,9 mg/m³ pour les poussières alvéolaires

❑ Pas de difficulté *a priori* pour les 1^{ères} valeurs

➤ Commission spécialement créée en charge de :

- ❑ recenser les moyens techniques à mettre en place par les employeurs pour assurer le respect des valeurs seuils annoncées
- ❑ réévaluer les valeurs qui seront applicables au 1^{er} juillet 2023

Décret poussières

Décret n° 2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique, publié au JO le 24 décembre 2021

➤ Points de vigilance

- ☐ Applicabilité du texte :

- « Ces nouvelles valeurs ne sont pas applicables aux opérations de construction ou d'aménagement de bâtiments pour lesquelles la demande de permis de construire est antérieure au 1er janvier 2022, ainsi qu'aux opérations n'exigeant pas un permis de construire dont le début des travaux est antérieur à cette même date »

- ☐ Définitions : PSES, VLEP et leurs contrôles

Nouvelles VLEP indicatives et contraignantes

➤ Nouvelles VLEP indicatives

- ❑ Point de vigilance : Sous transposition CMD3 : directive (UE) 2019/983
 - ✓ Acide arsénique et ses sels, ainsi que ses composés inorganiques (fraction inhalable) ;
 - ✓ 4,4 '-méthylènebis (2-chloroaniline) (MOCA) (fraction inhalable), CAS n° 101-14-4.

➤ Nouvelles VLEP contraignantes :

- ❑ Point de vigilance : Sur transposition 5ème liste de VLEP indicatives : directive (UE) 2019/1831
 - ✓ Triméthylamine, CAS n° 75-50-3 : applicable au 1er mars 2022 ;
 - ✓ Acétate de sec-butyle, CAS n° 105-46-4 : applicable au 1er mars 2022 ;
 - ✓ Acétate d'isobutyle, CAS n° 110-19-0 ;
 - ✓ Alcool isoamylique, CAS n° 123-51-3 : applicable au 1er mars 2022 ;
 - ✓ Acétate de n butyle, CAS n° 123-86-4 : applicable au 1er mars 2022.

PFUE et autres actualités

➤ Evènement PFUE

- ☐ 7 et 8 mars 2022

➤ Seirich

- ☐ Evolution des algorithmes SEIRICH ➔ 3 février
- ☐ Réunion des référents SEIRICH pour en discuter

➤ CNPST, Task Force et réforme du risque chimique

Management des Produits

4 février 2022

**FRANCE
CHIMIE**

Comité Management des Produits 09/12/21

Sujets prioritaires pour le CMP et priorités 2022

Comité MP

- CSS en général
- Revues de REACH et CLP
- Essential Uses
- Information des consommateurs (AGEC...)
- Critères Safe and Sustainable by Design
- Open data PF
- Microplastiques
- OSOA

GT REACH

- Qualité des dossiers
- Evolution exigences enregistrement
- MAF
- Enregistrement des polymères
- Réforme autorisation/restriction
- Grouping

GT CLP/FDS

- Additivité des CMR
- MOCS
- eFDS
- Classes de danger

GT Biocides

- Certibiocides

Activités GT CLP FDS

Consultation publique de la Commission

- Contribution Cefic le 15/11
- Contribution France Chimie postée le 15/11 alignée avec celle du Cefic + texte spécifique à la France
- Contribution France Industrie (texte libre)

Consultation ciblée du 18/11 au 22/12

- Dans le cadre étude d'impact de la COM
- Consultation menée par un consortium de consultants : RPA Europe, FoBiG, Ricardo and Risk & Policy Analysts
- 63 questions – Cefic utilise les réponses à la première consultation pour y répondre
 - Hazard identification
 - Hazard quantification
 - Harmonised classification and labelling
 - Self-classification
 - Labelling
 - CLP scope exemptions
 - Online sales of chemicals
 - Poison centres
 - Wrap-up

Activités GT REACH

Réforme Autorisation / Restriction (1)

- Pour rappel, 3 scénarios proposés par la COM dans le cadre de la réforme sur l'Autorisation/Restriction dans REACH:
 - Option 1: Maintenir le processus d'autorisation mais avec des clarifications et simplifications
 - Option 2: Fusionner les processus d'autorisation et de restriction
 - Option3: Supprimer le processus d'autorisation du règlement REACH
- 3 Réunions en oct. 2021: Contribution au travail du sous-groupe du CEFIC dans l'analyse de ces 3 options :
 - Analyse des 3 scenarios (« pour » et « contre »)
 - Propositions de diagrammes décrivant les processus des différents scénarios envisagés
 - Recommandations à destination du CLM IT et du PCPS pour prise de position du CEFIC sur le scénario à soutenir
- Réunion du 08/12: Commentaires sur les propositions du CEFIC sur la réforme autorisation/restriction. Objectif calendaire pour finaliser leur position?

Activités GT REACH

Réforme Autorisation / Restriction (2)

- Il est estimé que les processus en place permettent une gestion efficace des risques des substances et que la fusion des deux processus n'est pas nécessaire.
- Néanmoins, la fusion semble être l'option privilégiée par la Commission et une proposition claire et concrète de l'industrie doit être développée: proposition du sous-groupe d'un processus mixte
- L'option 3 est non soutenue par le sous-groupe: sortir l'autorisation de REACH voire permettre des autorisations nationales apporterait des incohérences au niveau Européens difficiles à mettre en œuvre et à contrôler et ne permettrait pas de garantir une situation équitable entre les EM
- Points de vigilance pour l'option 2:
 - Dernièrement restrictions très larges : PFAS, microplastiques
 - Période de consultation en amont doit être plus longue et plus large par rapport aux restrictions actuelles pour permettre à tous les acteurs (ECHA, EM et industriels) d'avoir une vision correcte et exhaustive de la supply chain et des conséquences
 - Listing clair des substances visées nécessaire
 - Prévoir la possibilité de dérogation une fois la restriction décidée si risque contrôlé et pas d'alternative
 - Éviter les substitution regrettables
 - Quelle application du concept d'essential uses aux dérogations?
 - Statut des articles fabriqués hors Europe et ne contenant plus la substance Annex XIV ? Quelle possibilité de contrôle?
 - Délai très limité pour un secteur/ou un industriel pour justifier d'une demande de dérogation?
 - Priorisation des substances basée sur une notion de risque inacceptable qui reste à préciser



Revue de REACH

- Activité intense d'ici mars 2022 : consultations, workshops
- Etude d'impact de la COM en cours - Rapport de l'étude prévu en septembre 2022
- Consultation publique prévue vers 20 décembre – durera 12 semaines
- Document de la Commission – nombreuses études entrant dans la revue de REACH
- Projet de texte prévu fin 2022

Revue de CLP

- Projet de texte reporté à juillet 2022 (initialement prévu au 2^e trimestre)
- La France sera sortie de la PFUE – contribution
- Pictogramme PE / AGECE : réflexions au niveau UE

CSS

➤ Etude économique du Cefic sur la CSS (1^{er} phase)

- Périmètre 1^{ère} phase : Nouvelles classes de danger CLP et application de l'approche générique des risques (GRA)
- 100 entreprises impliquées
- Présentation des conclusions à la Commission UE
- Phase 2 va commencer prochainement : enregistrement des polymères, restriction PFAS, interdiction d'export pour les substances interdites en UE, exigences d'enregistrement pour les faibles volumes - Rapport prévu 2e trimestre 2022

Principales conclusions :

- 12 000 substances pourraient être concernées
- Représentant jusqu'à 43% du CA estimé de l'industrie chimique européenne (plus probablement 28%)
- Dont 1/3 pourrait être substitué ou reformulé
- Quel que soit le scénario retenu, la perte de marché du portefeuille de l'industrie serait au moins de 12% d'ici 2040
- Secteurs avals risquant d'être les plus fortement impactés = adhésifs, mastics, peintures, détergents

Lien vers le CP du Cefic (rapport...) : <https://cefic.org/media-corner/newsroom/upcoming-eu-chemical-legislation-puts-europes-fourth-largest-manufacturing-industry-at-crucial-crossroads/>

For us to meet the many challenges of the Green Deal, we need a robust Chemical Industry Transition Pathway

CSS

Chemical Industry Transition Pathway

- **timelines and measures** for the industry to **develop substitutes** and focus on those products where these substitutes could be available first.
- it should build on proven and established approaches such as the **risk assessment under REACH**.
- Incentives will be needed to **create markets for these new chemicals**,
- combined with a **doubling down on enforcement** of REACH and product safety legislation for imports.
- The package should be complemented by a **strong innovation agenda** to accelerate the development of safe and sustainable-by-design alternatives.
- Finally, the Transition Pathway should also address the other three transitions that the chemical industry has to undergo - **climate neutrality, digitalisation and circularity**.



Essential Uses / MAF

- Repousser ou accompagner les propositions des autorités ?



France Chimie

Energie – Changement climatique

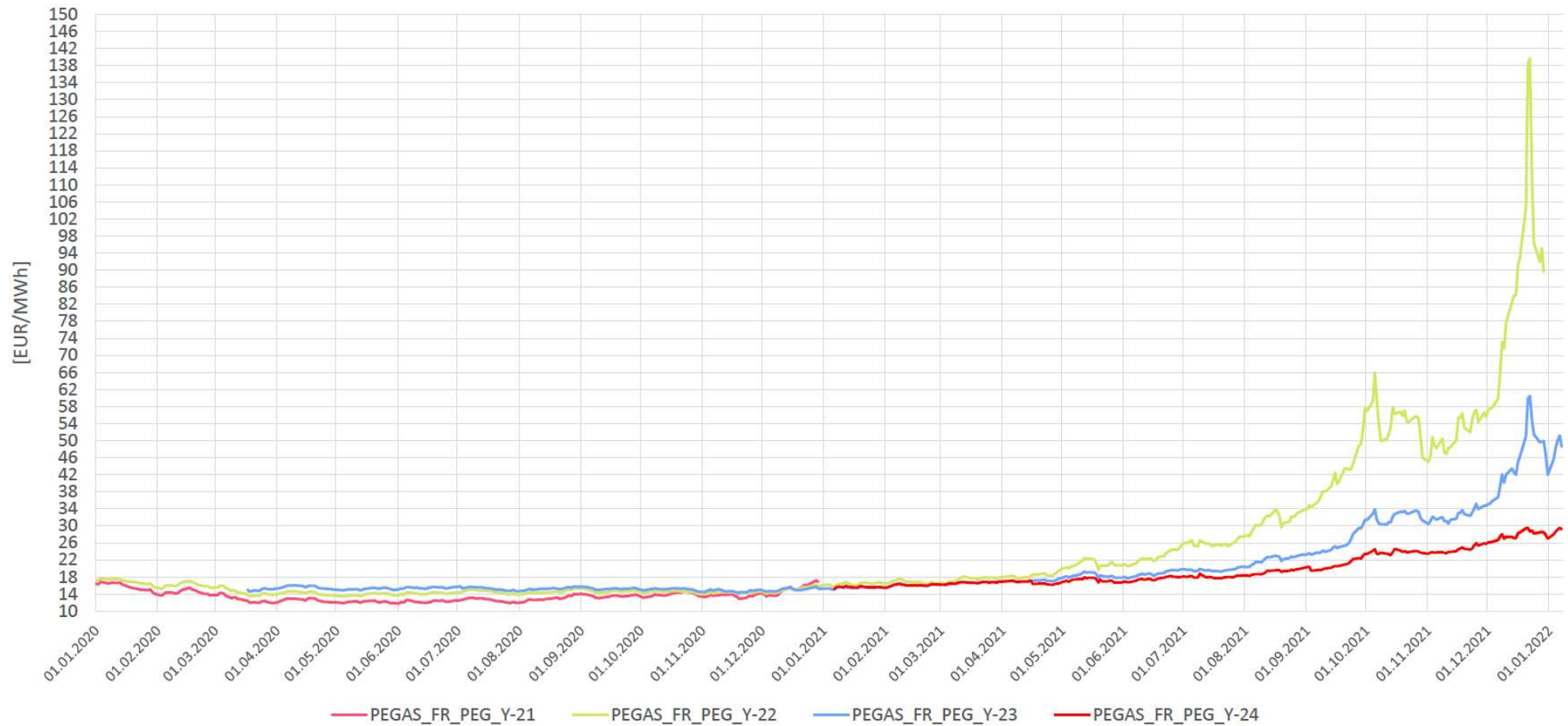
4 février 2022

**FRANCE
CHIMIE**

Prix de l'énergie

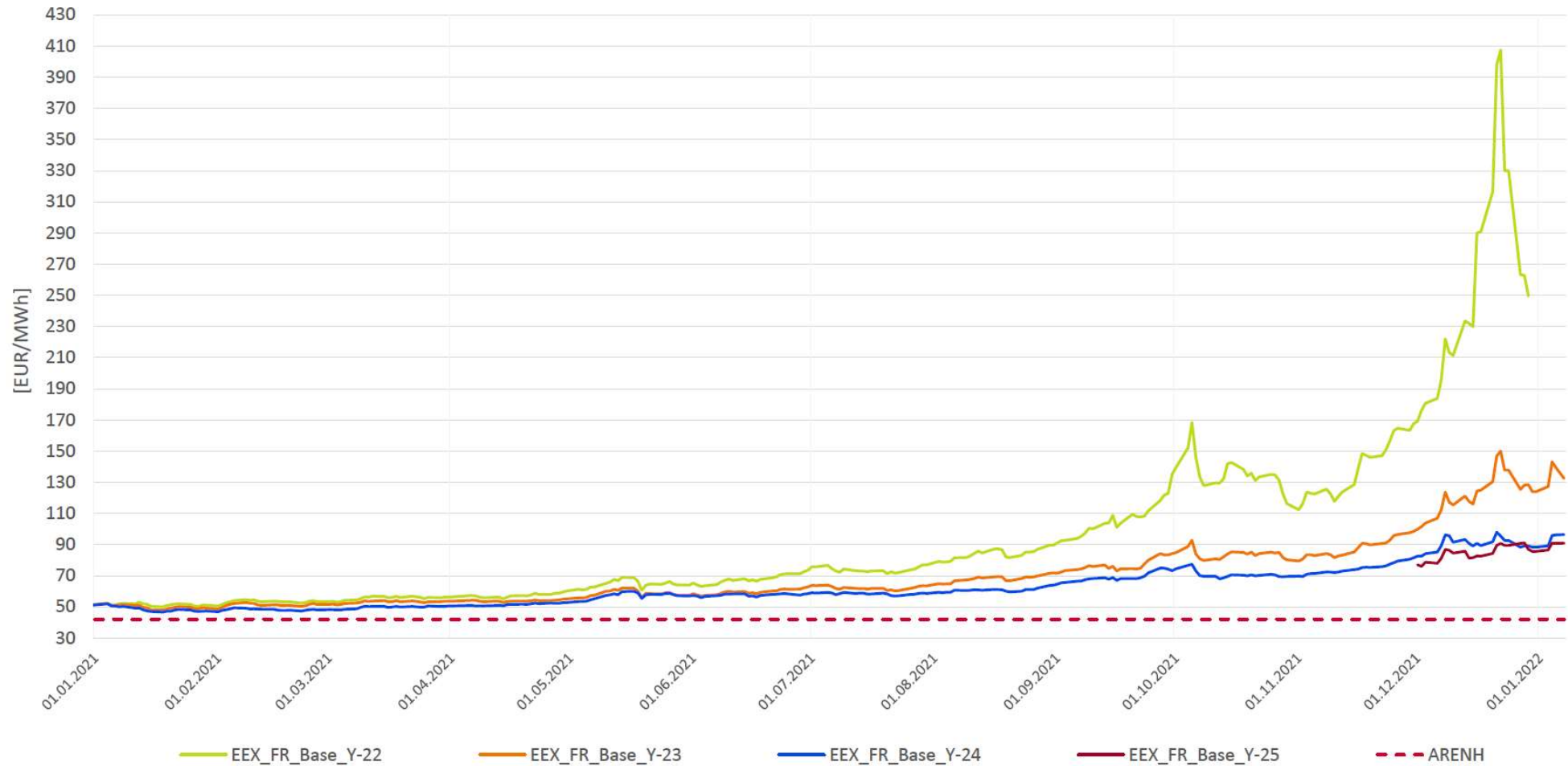
Prix de l'énergie

Le prix de marché du gaz ont atteint des records en fin d'année 2021, jusqu'à 10 fois le prix de fin 2020.



Prix de l'énergie

Le prix de marché de l'électricité a suivi la même tendance.



Prix de l'énergie

Alerté par les fédérations industrielles, le gouvernement a organisé une table-ronde, qui s'est tenue le 19 octobre 2021, et annoncé plusieurs mesures pour faire face à cette crise :

- Une avance de **150 M€** sur la compensation des coûts indirects de l'EU ETS, suggérée par France Chimie, qui bénéficiera au sous-secteur de la Chimie inorganique en 2022.
- La mise en place d'un **groupe de travail** chargé de déterminer les conditions contractuelles d'un **approvisionnement en électricité à long-terme** ; France Chimie a été auditée le 17 décembre 2021 et continue de s'impliquer fortement dans ces travaux.
- Une **surveillance accrue des marchés** de l'énergie de la part de la Commission de Régulation de l'Energie.

Prix de l'énergie

A court terme, les principaux leviers d'action restants portent sur :

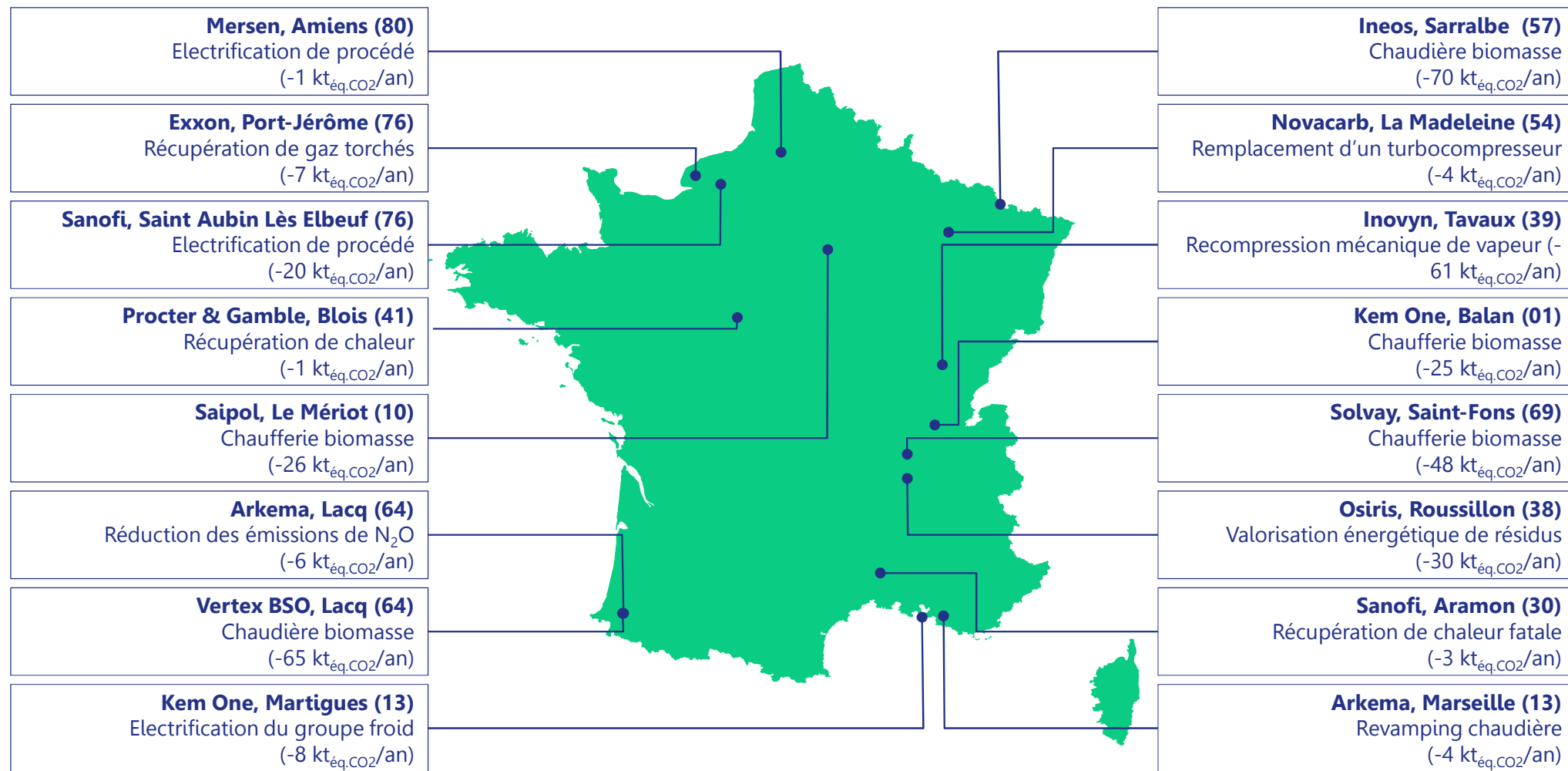
- **L'augmentation du plafond de l'ARENH**, qui permettrait à l'industrie d'accéder à un volume accru d'électricité à un tarif bien moindre que les prix de marché. Le gouvernement avait écarté cette idée fin 2021, mais il a finalement annoncé un volume supplémentaire de 20 TWh en 2022.
- **L'accroissement de la compensation des coûts indirects de l'électricité**, en valeur et en matière de secteurs couverts. La Commission européenne a publié, en 2020 et 2021, des lignes directrices pour encadrer cette aide d'Etat, mais celles-ci sont très défavorable à la France. A tel point que le ministère de l'Economie est disposé à aller au-delà des limites fixées par l'exécutif européen, quitte à risquer une procédure de litige.

France Chimie défend donc la mise en œuvre rapide de ces deux leviers à court terme. A plus long terme, il est indispensable de mettre en place des contrats de long terme et de maintenir les dispositifs de soutien à la transition énergétique.

Etat des lieux des projets de décarbonation de France Relance

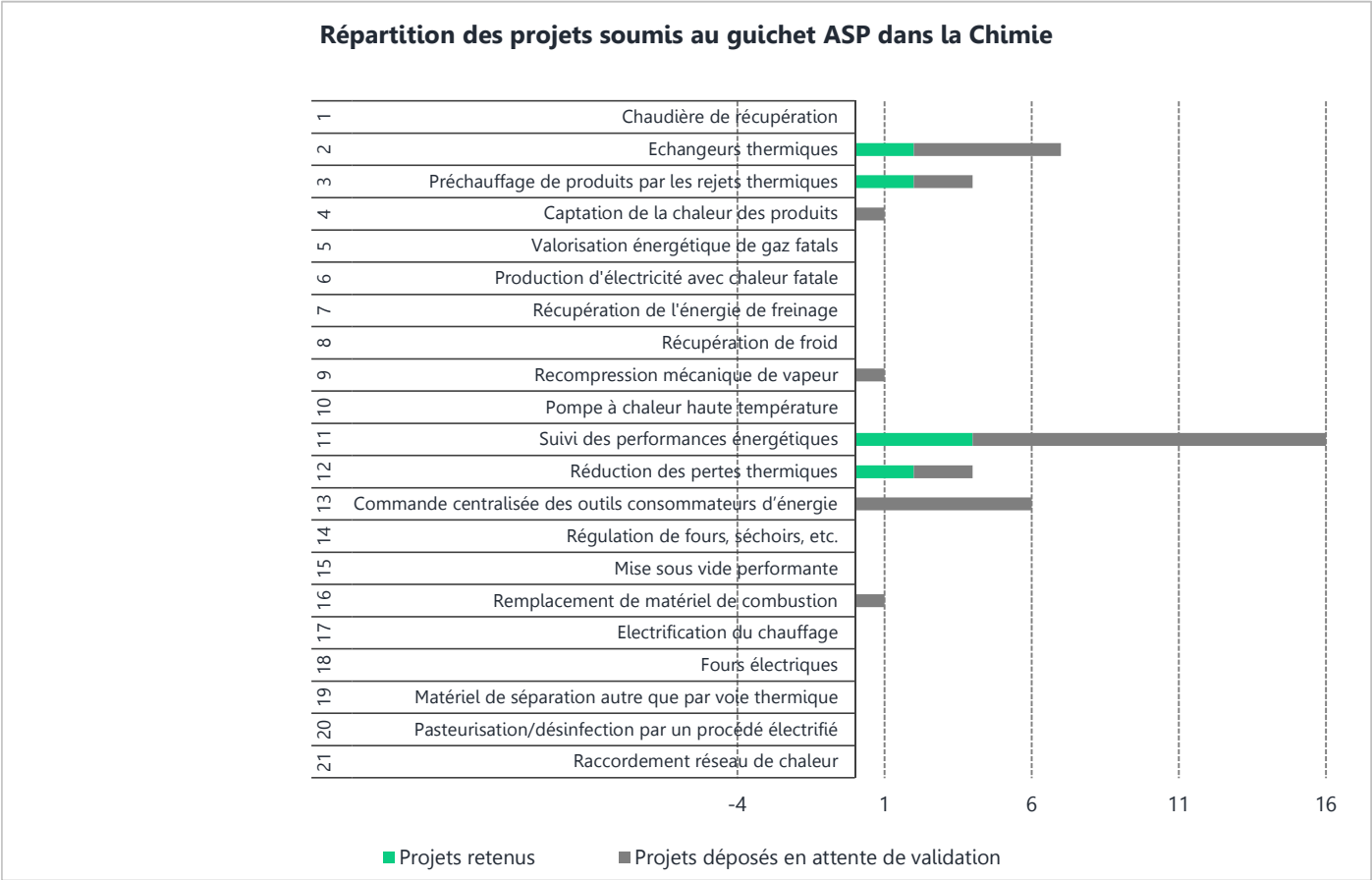
Etat des lieux des projets de décarbonation de France Relance

Projets lauréats des AAP Décarbonation et Biomasse-énergie



Etat des lieux des projets de décarbonation de France Relance

Projets lauréats des aides de l'Agence de Services et de Paiement



Etat des lieux du paquet « Fit for 55 »

Paquet « Fit for 55 »

Le paquet législatif « Fit for 55 » aura un impact majeur sur la compétitivité et la transition énergétique de la Chimie en France.

Révision de la directive EU ETS	<ul style="list-style-type: none">• Forte réduction du plafond d'émissions de gaz à effet de serre.• Réduction des allocations de quotas gratuits à l'industrie.• Hausse prévisible du prix des quotas de CO₂ et du coût indirect sur les prix de l'électricité.
Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières	<ul style="list-style-type: none">• Introduction d'un mécanisme miroir de l'EU ETS pour l'ammoniac et les engrais azotés.• Suppression des quotas gratuits pour les secteurs concernés.• Pas de couverture des coûts indirects. Pas de compensation à l'export.
Directive taxation de l'énergie	<ul style="list-style-type: none">• Augmentation des taux minimum de taxation de l'énergie avec taux croissants en fonction du contenu carbone.• Limitation des réductions et exonérations de fiscalité énergétique.
Directive énergies renouvelables	<ul style="list-style-type: none">• Nouveaux objectifs d'intégration d'énergies/d'hydrogène renouvelables dans l'approvisionnement de l'industrie.• Mention de la part d'EnR dans la fabrication des produits labélisés.
Directive efficacité énergétique	<ul style="list-style-type: none">• Obligations de mise en œuvre d'audit énergétique ou de systèmes de management de l'énergie.• Obligation d'analyses coûts-bénéfices de la valorisation de la chaleur fatale.

Paquet « Fit for 55 »

Le Parlement a commencé l'examen du paquet législatif.

Révision de la directive EU ETS	<ul style="list-style-type: none">• Au Parlement européen, le rapporteur a publié son rapport où il propose une extension de l'EU ETS à l'incinération de déchets. Une adoption en séance plénière est prévue en juin 2022.• Au Conseil, les Etats-Membres s'inquiètent surtout de l'extension de l'EU ETS au transport et aux consommations d'énergie des secteurs résidentiel et tertiaire.
Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières	<ul style="list-style-type: none">• Priorité de la présidence française de l'Union européenne• Au Parlement européen, les rapporteurs publient leur propositions d'amendements et plaident pour une mise en œuvre plus rapide et élargie du MACF. Une adoption en séance plénière est prévue en juin 2022.• Au Conseil, les positions des différents Etats-Membres reste peu lisibles. Peu de pays soutiennent l'idée et l'Allemagne préfère mettre en place un « club-carbone ».
Directive taxation de l'énergie	<ul style="list-style-type: none">• Ce texte nécessite l'unanimité des Etats-membres pour être adopté, ce qui rend peu probable une remise en cause profonde des taux minimums de taxation.
Directive énergies renouvelables	<ul style="list-style-type: none">• Au Parlement européen, c'est la question de la place laissée aux énergies bas-carbone qui est posée.• Au Conseil, les Etats-Membres s'inquiètent de l'accumulation d'objectifs sectoriels de moyens.
Directive efficacité énergétique	<ul style="list-style-type: none">• Au Conseil, les Etats-Membres s'inquiètent de l'accumulation d'objectifs sectoriels de moyens.

Paquet « Fit for 55 »

France Chimie a établi sa position sur les principaux textes du paquet « Fit for 55 ».

Révision de la directive EU ETS	<ul style="list-style-type: none">• Accroître la disponibilité de quotas gratuits : diminuer la part des quotas mise aux enchères, financer le fonds innovation avec d'autres ressources que les quotas gratuits, puiser dans la MSR• Etablir des benchmarks représentant les performances réelles des installations, notamment le benchmark chaleur et le benchmark hydrogène.• Financer la décarbonation des procédés industriels, par le fond innovation ou les quotas gratuits.
Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières	<ul style="list-style-type: none">• Eviter les contournements : importation de produits avals, tarification carbone de façade, ressource shuffling.• Maintenir les autres dispositifs de protection de la compétitivité, à défaut d'étendre le périmètre du MACF : compensation des coûts indirects de l'EU ETS, plafonnements de fiscalité énergétique, exemption de mécanismes parafiscaux.• Prévoir des mécanismes de compensation pour les exportations et les secteurs avals.
Directive taxation de l'énergie	<ul style="list-style-type: none">• Maintenir les réductions de fiscalité énergétique actuels pour les secteurs exposés à la concurrence internationale.• Ne pas introduire de discrimination entre hydrogène renouvelable et hydrogène bas-carbone.
Directive énergies renouvelables	<ul style="list-style-type: none">• Introduire uniquement des objectifs indicatifs d'intégration d'énergie ou d'hydrogène renouvelables à l'échelle européenne.• Exclure du périmètre de la directive l'hydrogène utilisé comme matière première.
Directive efficacité énergétique	<ul style="list-style-type: none">• Eviter les sanctions excessives en cas de manquement ponctuel aux obligations réglementaires.